

LA LUTTE POUR L'EMPLOI NE S'ARRÊTERA PAS !

La lutte pour l'emploi ne s'arrêtera pas, et cela pour trois raisons :

- ✓ elle est la condition du plein accomplissement et du développement de toutes nos missions de service public ;
- ✓ elle est le socle incontournable d'un service de qualité à rendre aux citoyens et à la société ;
- ✓ elle est au cœur de l'aspiration légitime des agents de toutes catégories à travailler dans de bonnes conditions et à donner sens à leur travail.

Cette lutte de longue haleine est aussi un enjeu de société à part entière car elle conditionne l'avenir des services publics.

Au moment où le pouvoir politique poursuit son œuvre de liquidation des services publics mais aussi au terme d'une nouvelle série de « CTP suppressions d'emplois » dans les départements avec son lot de forte mobilisation des personnels, la CGT Finances Publiques réaffirme sa volonté de faire de la question de l'emploi un de ses axes essentiels d'intervention.

A cet égard, dans sa déclaration liminaire au CTPC du 6 décembre dernier, tenu sans que le Directeur général daigne y participer, la CGT avait pointé les dangers que fait peser le choix de poursuite des suppressions d'emplois sur les missions et sur les personnels (1) :

« **Dangereux pour nos missions?** Il suffit d'entendre les remontées des personnels tous cadres confondus sur l'exercice et le sens de leur travail, sur leur réalité vécue quotidiennement pour le comprendre, sur la masse des tâches qui leur sont assignées et le manque de temps pour les exercer...

Dangereux pour les personnels? Sans aucun doute, quand on connaît le mal être actuel des services, quand on constate la dégradation des conditions de vie au travail. Car c'est aussi cela qu'expriment les personnels lorsqu'ils se mobilisent comme ils le font depuis plusieurs mois : un ras le bol de travailler et de vivre dans des services où la priorité est donnée à l'affichage, à la réalisation des objectifs sans tenir compte de la réalité... »

En conclusion de cette intervention, la CGT avait exigé « l'arrêt des suppressions d'emplois et l'ouverture d'un bilan réel des charges et des besoins afin d'implanter les emplois nécessaires pour remplir pleinement l'ensemble de nos missions...il est grand temps que les agents soient entendus et que nous obtenions aujourd'hui des réponses concrètes : ça se chiffre, ça se crée, ça s'implante ! »

Le Directeur général adjoint, Président de ce CTPC s'était alors livré à de laborieuses explications relatives à l'attention portée par le Directeur général aux organisations syndicales, dont il s'était fait soit-disant le porte parole. Sur les suppressions d'emplois, il s'était réfugié

LA LUTTE
POUR L'EMPLOI
NE S'ARRÊTERA
PAS !



derrière le vote du parlement tout en indiquant que le DOS assurait la pérennité des missions.

Une attitude que la CGT avait immédiatement dénoncée avant de quitter ce CTPC. Elle avait en particulier condamné l'absence du Directeur général qui, s'il porte les préoccupations des syndicats à l'extérieur aurait été bien inspiré de venir à ce CTPC expliquer pourquoi il n'a pas été entendu.

Elle avait aussi mis en évidence les contradictions de la Direction générale qui prétend défendre les missions alors qu'elle est en train de chercher de nouvelles simplifications.

La CGT avait indiqué que toucher à la mise en œuvre des missions impactait forcément le cœur même des missions et que rappeler le DOS comme une garantie n'était pas suffisant, ce texte se résumant plus à un recueil de bonnes intentions qu'à une assurance sur la pérennité de l'ensemble des missions.

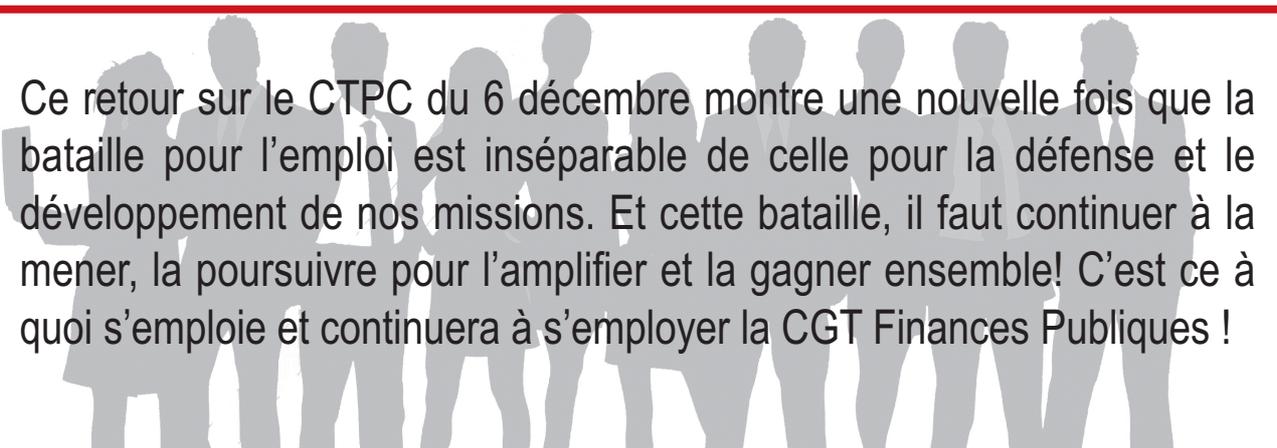
Elle avait une nouvelle fois insisté sur l'impact dangereux des suppressions d'emplois sur la vie des services et la santé des agents.

La CGT avait aussi interpellé le Directeur général adjoint sur l'année 2011 dont M. Parini avait dit qu'elle serait une année de respiration. Elle s'était montrée plus que perplexe quant à cette affirmation d'une part parce que les réformes continuent et particulièrement dans la gestion publique (pensions, dépense Etat, CHORUS, paie..) et d'autre part par la volonté de l'administration de se donner le temps de la réflexion sur de nouvelles réformes pour « l'après 2012 ».

La prenant cependant au mot la CGT avait exigé que cette année soit utilisée pour faire un véritable bilan contradictoire de la réforme.

Enfin, dans une dernière intervention avant le départ de la CGT, M. Rambal avait réaffirmé l'attachement de la DGFIP à ses missions, reconnu que des difficultés existaient et que la Direction générale travaillait à l'amélioration des conditions de vie au travail.

Une démarche d'autant moins convaincante que les agents n'en voient toujours pas de traduction concrète aujourd'hui.



Ce retour sur le CTPC du 6 décembre montre une nouvelle fois que la bataille pour l'emploi est inséparable de celle pour la défense et le développement de nos missions. Et cette bataille, il faut continuer à la mener, la poursuivre pour l'amplifier et la gagner ensemble! C'est ce à quoi s'emploie et continuera à s'employer la CGT Finances Publiques !

(1) : La déclaration liminaire intégrale au CTPC est consultable sur le site de la CGT Finances publiques: www.financespubliques.cgt.fr

Montreuil, le 8 mars 2011